

[livreshebdo.fr](https://www.livreshebdo.fr)

À l'approche des RNL 2026, le SLF tire la sonnette d'alarme et interpelle éditeurs et pouvoirs publics - Livres Hebdo

Par Lora Lemaréchal

8–10 minutes

À l'approche des Rencontres nationales de la librairie (RNL) qui se tiendront les 7 et 8 juin à Rennes, le Syndicat de la librairie française (SLF) hausse le ton. Ce jeudi 28 mai, le syndicat a profité d'une conférence de presse depuis l'Hôtel de Massa à Paris pour alerter sur l'urgence de la situation et interpeller à la fois les éditeurs et les pouvoirs publics.

Des indicateurs économiques alarmants

« *Nous demandons les moyens de continuer à faire exister le modèle de la librairie* », a asséné la présidente du SLF, **Alexandra Charroin-Spangenberg**, évoquant un enjeu désormais « *systémique* » qui touche au financement même du secteur. Malgré une relative stabilité du nombre de librairies indépendantes — environ 3 400 aujourd'hui, soit près de 300 de plus qu'avant la crise sanitaire —, les indicateurs économiques virent au rouge.

« *Cette donnée ne reflète pas les difficultés que traverse le secteur* », a insisté **Amanda Spiegel**, vice-présidente du SLF et

librairie à Folies d'Encre (Montreuil), rappelant que la librairie reste le commerce le moins rentable, avec une marge moyenne d'environ 1 %. Une donnée qui n'a pas empêché les plus ambitieux d'ouvrir leur propre magasin, puisqu'entre 2019 et 2024, 600 nouvelles librairies ont vu le jour. Avec un effet plus pervers : en un an, le nombre de fermetures atteignant désormais entre 65 et 70 fermetures.

Recul des ventes et explosion des charges

En cause, un « effet ciseau » de plus en plus marqué. « *Le chiffre d'affaires reste stable ou baisse (environ -3 % en moyenne et jusqu'à -5 % dans les magasins hors de Paris), mais derrière, les conditions commerciales n'évoluent pas et les charges, c'est-à-dire les salaires, les loyers, les coûts de transport, explosent* », a énuméré Amanda Spiegel.

La masse salariale, particulièrement, représente à elle seule près de 20 % du chiffre d'affaires des librairies, contre 13 % pour les grandes surfaces spécialisées et 10 % pour les grandes surfaces commerciales et supermarchés. Une pression financière qui fragilise les petites librairies, et désormais des enseignes d'envergure, comme en témoignent les récents placements en redressement judiciaire de [Gibert](#) et de [Nosoli](#) (Furet du Nord/Decitre).

« *Le prix du livre n'évolue pas au même rythme que l'inflation* », a résumé Amanda Spiegel, pointant du doigt une perte moyenne de quatre points de marge. Un phénomène dont les conséquences sont déjà bien visibles : fermetures pour cessation de paiement, développement de l'occasion et diversification vers des produits plus rentables, mais aussi dégradation des conditions de travail et perte de qualification. « *Or, une librairie sans libraires n'est plus une librairie* », a

insisté la vice-présidente.

Au cœur des revendications, de meilleures remises et la taxation des grands opérateurs

Face à cette situation, qui sera largement documentée par une étude Xerfi et une étude sur les librairies en zones rurales, le SLF a formulé plusieurs demandes concrètes, estimant que *« les réponses des éditeurs et des pouvoirs publics ne sont pas encore à la hauteur des enjeux et des équilibres de la filière »*. Il a ainsi appelé à une amélioration des conditions commerciales, avec l'instauration d'une remise minimale de 37 à 38 % pour les petites librairies et le déplafonnement du taux actuel de 40 % pour les plus grandes.

Une revendication qui vise à corriger des déséquilibres jugés contraires à l'esprit de la loi Lang. *« Amazon ou les espaces E. Leclerc bénéficient de remises supérieures alors que leurs charges sont moins importantes que les nôtres »*, a dénoncé Alexandra Charroin-Spangenberg, évoquant le deuxième article de la législation *« qui impose que le qualitatif soit mieux rémunéré que le quantitatif »*.

Une taxe de redistribution pour soutenir la librairie indépendante ?

Le syndicat a également proposé la création d'une taxe sur le chiffre d'affaires des grands opérateurs de la filière, géants du numérique et grands groupes éditoriaux, sur le modèle de ce qui existe dans le cinéma, notamment en faveur du cinéma d'art et d'essai. Selon lui, une telle contribution, qui pourrait être gérée par le Centre National du Livre (CNL) mais dont les critères restent à définir, pourrait rapporter plusieurs dizaines de

millions d'euros sans solliciter directement le budget de l'État, et permettrait de soutenir les librairies indépendantes en leur offrant de meilleures marges.

Car le secteur du livre reste, selon le SLF, le parent pauvre des politiques culturelles. « *Le livre est la première industrie culturelle en France, mais les aides publiques hors bibliothèques plafonnent à 34 millions d'euros* », a rappelé la présidente du syndicat. Sur ce montant, 22 millions sont alloués au CNL, soit 0,8 % du chiffre d'affaires du secteur. Une aide réduite cette année, à l'instar du pass Culture, alors même que ce dispositif représentait en moyenne 2 à 3 % du chiffre d'affaires des librairies.

« *Sur le plan juridique, il est tout à fait possible d'instaurer une taxe avec un seuil. Cela a déjà existé au niveau de l'édition avec le Centre National du Livre, financé jusqu'en 2016 par une taxe sur les appareils de reprographie et par une taxe sur les grands éditeurs* », a ajouté **Guillaume Husson**, délégué général du SLF, précisant tout de même vouloir privilégier un « *travail de conviction* » avec les éditeurs.

Une inquiétude grandissante autour de la concentration éditoriale

Au-delà de ces revendications et du diagnostic alarmant, le SLF a également esquissé les autres grands axes de réflexion qui structureront les Rencontres nationales de la librairie française. L'événement, qui devrait réunir plus de 1 200 professionnels, s'ouvrira cette année à de nouveaux acteurs, notamment issus de la presse et du cinéma indépendant.

Cette évolution répond à une inquiétude croissante face aux phénomènes de concentration à l'œuvre dans les industries

culturelles. Le syndicat dénonce « *l'instrumentalisation du livre à des fins idéologiques* », évoquant le rôle de **Vincent Bolloré**, actionnaire d'Hachette, dans le limogeage d'**Olivier Nora**, mais aussi la montée en puissance du groupe CMI de **Daniel Křetínský**, déjà propriétaire du numéro deux de l'édition, à travers le groupe Fnac-Darty. À cela s'ajoute la concentration croissante des activités de diffusion et de distribution autour de quelques grands groupes.

Considérant l'affaire Grasset comme « *une rupture* », Alexandra Charroin-Spangenberg a précisé, aux côtés de Guillaume Husson, qu'une délégation d'auteurs ayant décidé de quitter Grasset, dont **Anne Berest** et **Sorj Chalandon**, sera présente pour échanger avec les libraires.

Intelligence artificielle, écologie, baisse de la lecture

Autre sujet de préoccupation : les menaces qui pèsent sur la liberté de création et d'expression. Depuis plusieurs mois, les librairies, y compris généralistes, sont [la cible d'attaques répétées](#) de groupuscules extrémistes, un phénomène inédit par son ampleur.

L'intelligence artificielle figurera également parmi les thèmes centraux des discussions, en raison des risques qu'elle fait peser sur la création et sur plusieurs métiers de la filière. De même, les enjeux écologiques seront largement abordés. « *La filière peut clairement faire mieux pour limiter son empreinte environnementale, notamment au niveau de la production de livres, qui est pléthorique* », a souligné la présidente du SLF. Une étude présentée lors des rencontres doit ainsi montrer que 80 % de l'empreinte écologique du secteur provient de la

fabrication, du transport et des flux de distribution.

Enfin, la question de la baisse de la lecture fera l'objet d'une attention particulière, avec la présentation d'une étude du cabinet ObSoCo consacrée aux attentes des clients et des non-clients des librairies. La première du genre depuis 2019. « *La lecture doit être une grande cause nationale permanente* », a plaidé Alexandra Charroin-Spangenberg.

L'intégralité du programme des Rencontres de la librairie est à retrouver sur [le site](#) du SLF.